

ANALYSE 2012

Quand les élections congolaises s'invitent à Matonge...



Publiée avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Quand les élections congolaises s'invitent à Matonge...

Des émeutes : oui, mais des revendications aussi !

Les images des émeutes et de la violence qui ont régné dans le quartier de Matonge à Bruxelles à la fin de l'année 2011 ont fait le tour de la Belgique : on y voit essentiellement des débordements, des vitrines cassées, des poubelles incendiées, une armada de policiers musclés... et une communauté congolaise en colère. Mais s'est-on vraiment demandé le pourquoi de ces manifestations ? Quelles sont les raisons qui ont amené les diasporas congolaises à descendre dans la rue ? Quelles sont ses revendications ? Et à qui s'adressent-elles ? Au-delà des violences, peu d'informations ont été relayées par les médias et ces questions portant sur la compréhension et l'analyse critique de la situation ont rarement été abordées. Nous proposons donc ici quelques clefs de lecture qui, nous l'espérons, vous permettront de mieux comprendre la contestation de la communauté congolaise.

Des élections contestables et contestées

Le 28 novembre 2011 avaient lieu des élections présidentielles et législatives en République démocratique du Congo. Pour ces deuxièmes élections démocratiques libres¹, la population congolaise était appelée aux urnes pour choisir un successeur au président Joseph Kabila et 500 nouveaux membres à l'Assemblée nationale. Alors que les élections de 2006 qui étaient censées marquer la fin des deux guerres du Congo (1995-1996 et 1998-2002) étaient porteuses d'espoir de paix, celles de 2011 signifiaient pour une grande partie de la population l'installation d'une vraie démocratie dans le pays. Les attentes et les espoirs des Congolais étaient énormes ; cela s'est notamment vu par la détermination, l'enthousiasme et la patience des électeurs dans les longues files d'attente le jour du scrutin malgré un climat pré-électoral tendu. En effet, avant même les élections, de nombreux éléments « inquiétants » avaient déjà été soulevés : doublons et manque de transparence autour du fichier électoral reprenant l'ensemble des électeurs enrôlés, retards conséquents dans le déploiement du matériel dans les centres de vote, accointance forte entre le président de la CENI² et le président de la République, etc. Si le jour du vote les élections se sont déroulées sans grands problèmes majeurs³, le processus de compilation des résultats durant les jours et semaines qui ont suivi le scrutin s'est opéré dans un immense cafouillage. L'annonce des résultats a d'ailleurs été reportée à plusieurs reprises. De nombreuses voix se sont alors élevées pour dénoncer des fraudes, des irrégularités ou encore un manque de transparence indéniable. Elles provenaient aussi bien de la société civile congolaise que des partis et candidats de l'opposition – et notamment de l'UDPS, parti du principal opposant à l'élection présidentielle, Etienne Tshisekedi – mais aussi des missions d'observation internationales et de la CENCO

¹ Après la chute du Maréchal Mobutu, les premières élections démocratiques libres ont eu lieu en 2006, sous l'égide de la Communauté internationale. Certains parlent même de troisième élection, en comptant les scrutins de 1960 qui ont suivi l'Indépendance du pays et ont vu l'arrivée au pouvoir de Joseph Kasa-Vubu comme Président et Patrice Lumumba comme Premier ministre.

² La CENI, Commission électorale nationale indépendante, est l'organe responsable de l'organisation pratique des élections. Elle est présidée actuellement par le pasteur Ngoy Mulunda.

³ On a certes dénombré des cas de violences, d'intimidations, de bureaux incendiés, une absence de matériel à certains endroits, des irrégularités et des tentatives de fraude, mais ces incidents restent tout de même limités au vu du grand nombre de bureaux de vote (près de 62 000) et du défi titanesque que représente l'organisation d'élections en RDCongo.

(Conférence épiscopale nationale du Congo). Dans ce contexte, les résultats déclarant Joseph Kabila vainqueur ont reçu un accueil très mitigé, en RDCongo et partout dans le monde. Les différentes mesures mises en place par le pouvoir « au nom du maintien de l'ordre » dans les jours qui ont suivi les élections (coupure du réseau de SMS durant plusieurs jours, interdiction de tout rassemblement public, assignation à résidence de l'opposant principal, déploiement massif de forces de sécurité dans les rues, etc.) ont encore diminué la confiance d'une partie de la population qui s'est véritablement sentie muselée.

Mobilisation en dehors de la RDCongo : des manifestants aux profils divers

Très rapidement, le mouvement de contestation a trouvé écho parmi les diasporas congolaises établies à travers le monde : des manifestations se sont déroulées en Afrique du Sud, en Australie, en Grande-Bretagne, en Italie, au Canada, aux États-Unis... et bien sûr en Belgique. Les manifestants souhaitaient dénoncer les fraudes et les irrégularités multiples qui leur avaient été rapportées par leurs concitoyens depuis leurs régions, villes ou villages d'origine ainsi que par les missions d'observation électorale. De l'extérieur, on avait l'impression que ces manifestations rassemblaient essentiellement des partisans d'Etienne Tshisekedi et des opposants fermes au président réélu, Joseph Kabila. Les manifestants ont alors été étiquetés des « pro-Tshisekedi » déçus et fâchés que leur candidat ne soit pas élu. Mais en réalité, très vite, on s'est rendu compte que les profils des manifestants étaient plus variés et qu'ils ne soutenaient pas tous le candidat principal de l'opposition. Le mouvement s'est élargi et a accueilli des citoyens moins « politisés », des « monsieur et madame tout le monde » qui ont saisi l'opportunité de prendre la parole.

Les raisons qui ont amené ces derniers à rallier le mouvement sont aussi nombreuses que le groupe est hétérogène. Dans la foule, on retrouvait ceux qui ont voulu s'exprimer pour tous les Congolais qui n'étaient pas autorisés à le faire en RDC. Cette soif de liberté d'expression a été encore plus grande lorsque des manifestations ont été interdites à Bruxelles. Certaines personnes ont ressenti cette « interdiction comme un déni de reconnaissance de leur liberté d'expression⁴ ». D'autres citoyens scandalisés par la répression policière ont également rejoint le mouvement de contestation. Il faut dire que près d'une cinquantaine de plaintes ont été déposées pour violences policières après cinq jours de manifestations et que certains témoignages sont assez interpellants. Le dispositif policier jugé démesuré par de nombreuses personnes n'aurait donc pas intimidé les manifestants, mais au contraire encouragé certains à rallier le groupe. Sarah Demart, sociologue de l'ULg, pose par ailleurs cette intéressante question : « L'impressionnant dispositif répressif n'a-t-il pas réussi à éviter les dérapages (et les casseurs) ou les a-t-il provoqués ?⁵ ». Enfin, on a également retrouvé au cœur de ces manifestations beaucoup de membres de la diaspora soucieux de faire passer d'autres messages, de partager un ras-le-bol général, un malaise bien plus profond que la contestation électorale.

⁴ « L'opinion de Nicole Grégoire sur les manifestations à Matonge », entretien : M.-A. G., La Libre Belgique, mis en ligne le 13/12/2011, disponible sur : <http://www.lalibre.be/debats/opinions/article/706222/l-opinion-de-nicole-gregoire-sur-les-manifestations-a-matonge.html>

⁵ DEMART Sarah, « La Belgique : un cas particulier des protestations congolaises ? », Le Soir, mis en ligne le 20/12/2011, disponible sur : <http://archives.lesoir.be/la-belgique-un-cas-particulier-des-protestations-congol-t-20111220-01QDJD.html>

Des revendications pour du changement

Plus que le choix d'une personne, l'élection présidentielle signifiait pour bien des Congolais le choix d'un changement qui les conduirait à une vie meilleure. Ils réclamaient du « social ». Entendez par là de l'eau, de la nourriture, de l'électricité, l'accès à des soins de santé, une éducation pour les enfants ou encore de l'emploi. Même s'ils vivent ici, les Congolais de Belgique (d'origine ou de nationalité) souhaitent également un changement en RDC, notamment pour envisager un retour dans des conditions favorables au pays. En effet, certains aspirent réellement à retourner dans leur pays d'origine. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement n'est pas parvenu à vraiment améliorer la situation et à créer ce climat favorable à un retour des « expatriés ». Des groupes armés sont encore actifs, les femmes sont victimes de violences intolérables, l'exploitation des ressources naturelles ne bénéficie toujours pas à la population et ne permet pas une croissance du pays. Pourquoi rentrer au pays si la sécurité des personnes, l'intégrité des biens, la liberté de mouvement et d'expression ne sont pas assurés ?

Au contraire, en envoyant quotidiennement de l'argent au Congo, ce sont les diasporas du monde qui permettent au pays de ne pas s'effondrer tout à fait, à la population de survivre. Elles suppléent l'État là où il ne joue pas son rôle, là où il est déficitaire. Les demandes financières des proches restés au pays sont un réel poids pour les diasporas, un souci permanent auquel il faut ajouter les difficultés, pour grand nombre d'entre eux, de s'en sortir dans le pays où ils ont décidé de résider. Bien que mieux acceptée que d'autres communautés étrangères pour les raisons historiques et affectives qui lient les Belges aux Congolais, la communauté congolaise vivant en Belgique, au même titre que d'autres minorités, souffre d'être tous les jours victime de racisme et de discriminations diverses (emploi, logement, accès aux aides et subsides, éducation, etc.).

Beaucoup de Congolais ne savent dire si Etienne Tshisekedi serait capable de changer la donne et d'apporter ce changement tant espéré, mais lui comme les neuf autres candidats à l'élection présidentielle incarnaient l'espoir de voir une alternance s'installer, condition souvent jugée nécessaire – mais pas pour autant suffisante – à la démocratie. La réélection de Joseph Kabila n'est donc pas porteuse d'espoir de changement pour une bonne partie de la diaspora congolaise. Elle laisse à penser que la situation ne s'améliorera pas beaucoup au cours des cinq prochaines années et qu'un retour au Congo n'est pas encore imaginable.

Diversité des interlocuteurs interpellés

Qui dit diversité des revendications, dit *a fortiori* diversité des interlocuteurs visés. Les revendications de la communauté congolaise en Belgique étaient principalement adressées à trois publics : la Communauté internationale, l'État belge et l'ensemble des citoyens de notre pays.

Premièrement, les manifestants voulaient interpeller les grandes puissances ainsi que les institutions internationales sur leur silence et leur inertie face au manque de transparence et de crédibilité du processus électoral. En effet, la plupart des pays étrangers et des instances internationales se sont prononcés à demi-mot, sans prendre de position claire officiellement. Ils ont souligné les éléments critiques repris dans les différents rapports des missions d'observation, n'ont pas assisté à l'investiture du président à Kinshasa, mais n'ont rien condamné fermement et n'ont pas remis en cause leur partenariat avec la RDCongo. La communauté congolaise dénonce cette attitude attentiste. Elle interprète ces positions

ambigües comme un soutien à Kabila et, par conséquent, la continuité d'une politique de pillage des ressources naturelles qui trahit le peuple et les intérêts congolais.

Ensuite, si les rassemblements ont été aussi nombreux ici, c'est évidemment en raison du lien particulier qui unit la Belgique à son ancienne colonie. Notre pays a toujours été un partenaire privilégié du Congo et est assez bien consulté et écouté par la Communauté internationale lorsqu'il s'agit de prendre des décisions à son propos. La Belgique remet d'ailleurs régulièrement à l'agenda international la situation en RDC. Son positionnement sur le processus électoral pouvait donc avoir un impact sur d'autres prises de position dans le monde. Les manifestants souhaitent donc interpeller notre gouvernement afin qu'il prenne les devants et adopte une position claire, mais surtout pertinente pour poursuivre le processus de démocratisation du pays. En outre, la communauté congolaise a également interpellé le gouvernement sur sa situation en Belgique. Comme le souligne Sarah Demart, les manifestants soulevant des banderoles aux couleurs de la N-VA le font sans doute plus pour provoquer que par réelles affinités politiques, en « réaction à un double discours, celui d'une classe politique en définitive tout autant convoquée sur sa politique étrangère (d'hier et d'aujourd'hui) que sur sa politique intérieure⁶ ». À quelques mois des élections communales, quand on sait le poids des voix congolaises et les stratégies institutionnelles pour attirer cet électorat, on imagine que ce genre de message n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd...

Et troisièmement, la communauté belgo-congolaise s'est aussi adressée à l'opinion publique belge : vous, nous et tous les autres citoyens de notre pays. Elle a voulu, à travers ces manifestations, sensibiliser ses voisins à la dureté de la situation en RDC, au rôle toujours influent et parfois ambigu que la Belgique joue aujourd'hui dans son ancienne colonie et à la « politique informelle » discriminatoire dont elle est victime chaque jour, résultat des préjugés, du racisme et du manque d'ouverture de certains de nos concitoyens. Malheureusement, ce dernier appel qui nous été adressé a été totalement occulté par les violences et la casse abondamment relayées par des médias peu à l'écoute et, au final, la population congolaise est sortie de ces jours d'agitation sans doute plus stigmatisée et moins bien comprise qu'avant...

Quelles pistes pour éviter une radicalisation du mouvement ?

Bien que moins nombreuses et moins visibles, les manifestations et les contestations de la communauté congolaise n'ont pas pour autant disparu. En témoignent les nombreuses réactions de certaines branches de la diaspora désapprouvant le voyage du Ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, à Kinshasa en cette fin de mois de mars 2012, soit quatre mois après les élections. Sur des sites et blogs Internet, mais aussi dans le quartier de Matonge-Ixelles, le débat et la mobilisation continuent. Pour certains, il s'est même transformé en combat. C'est le cas, notamment, du mouvement *Bana Congo*, dont les membres s'appellent eux-mêmes des « combattants ». Ils se disent prêt à tout : « un peu à l'image des Palestiniens, elle [la diaspora congolaise] pourrait commettre des actes désespérés pour se faire entendre⁷ ». Si ça n'est pas encore le cas, ce mouvement s'est néanmoins radicalisé ces derniers mois. Il a décidé de s'attaquer physiquement à l'entourage de Kabila lors de ses déplacements en Europe. Léon Kengo wa Dondo, président du Sénat congolais

⁶ DEMART Sarah, « La Belgique : un cas particulier des protestations congolaises ? », Le Soir, mis en ligne le 20/10/2011, disponible sur : <http://archives.lesoir.be/la-belgique-un-cas-particulier-des-protestations-congol-t-20111220-01ODJD.html>

⁷ « Pourquoi manifestent-ils à Matonge ? », entretien : Thierry Boutte, mis en ligne le 13/12/2011, disponible sur : <http://www.lalibre.be/debats/opinions/article/706061/pourquoi-manifestent-ils-a-matonge.html>

depuis 2006 et candidat à l'élection présidentielle de novembre dernier, est le premier à en avoir fait les frais : il a été violemment attaqué à Paris le 31 décembre dernier par des membres de la diaspora. Ces derniers profitent de l'espace de liberté et du droit de manifestation acquis pour tous dans la majorité de nos États démocratiques afin d'atteindre certaines personnalités congolaises et leur montrer qu'elles ne sont pas invulnérables, chose qui n'est pas possible au Congo actuellement.

Pax Christi condamne évidemment ces pratiques violentes et regrette les débordements qui ont eu lieu lors de certaines manifestations en Belgique et à l'étranger. Notre association encourage vivement la communauté congolaise, tout comme les autres minorités, à investir cet espace de parole laissé aux citoyens pour s'exprimer et faire entendre ses revendications, mais uniquement par la voie pacifique, de manière non-violente.

Certains auteurs d'agressions et de violences justifient leurs actes en avançant que c'est la seule manière, pour eux, d'attirer l'attention des médias et de la Communauté internationale. Afin d'éviter que les discours et les actions ne se radicalisent davantage, il est temps que les autorités belges se montrent ouvertes au dialogue, rencontrent des représentants de la communauté congolaise et écoutent leurs revendications. Ensuite, cet échange doit se traduire officiellement par une prise de position claire et/ou des mesures de la Belgique. Comme nous l'avons dit précédemment, les enjeux se trouvent à un double niveau : nos politiques intérieure et extérieure sont toutes les deux concernées. En effet, au risque d'un nouveau conflit en RDCongo s'ajoute aujourd'hui la menace d'un conflit ici, dans nos quartiers, mené par une communauté belgo-congolaise qui se sent abandonnée de toutes parts.

Par ailleurs, nous souhaitons également interpeller les médias afin qu'ils parlent de la République démocratique du Congo en se penchant davantage sur le fond du problème que sur la forme et qu'ils diffusent des informations complètes et variées. Cela permettra aux citoyens de notre pays d'avoir suffisamment de cartes en main pour comprendre une situation complexe et poser un regard critique avant de directement juger la communauté congolaise suite aux événements agités qu'a connus le quartier de Matonge au mois de décembre dernier. S'ils se sentent concernés par ce qui se passe au coin de leur rue, comme nous le sommes à Pax Christi, ils pourront alors soutenir une communauté congolaise qui, pour la majorité, mène un combat pour l'installation d'une démocratie plus que pour l'avènement d'une personne.

Annabel Maisin
Chargée de projets à Pax Christi Wallonie-Bruxelles
Mars 2012